

Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI)

Rapport d'activité 2017

Composé de 5 structures (AVDL, COFRIMI, ESPACE, IREV, ORIV)¹, le Réseau RECI a en 2017 poursuivi ses travaux collectifs autour de trois axes :

- La valorisation des ressources existantes, en lien avec les préoccupations des pouvoirs publics dans les champs de la prévention des discriminations, la promotion de l'égalité et l'intégration des primo-arrivants notamment.
- La mise en perspective des ressources et expériences locales / territoriales (dans ces domaines d'intervention) par la production et la diffusion de notes, points de vue sur...
- L'essaimage par ses membres des outils et ressources issus du Réseau et/ou issus des partenaires du Réseau RECI.

LA VALORISATION DES RESSOURCES

➔ Base de données documentaire [*financement CGET / DAAEN – pilote IREV*]

Trois structures participent à cette action de manière régulière : Cofrimi, Irev et ORIV. Néanmoins en 2017, Cofrimi n'a pu contribuer qu'en début d'année en raison d'un déficit de personnel : en effet, le poste de chargé d'information – documentation est resté vacant depuis mars 2017 et devrait être pourvu début 2018.

Cela consiste en :

- L'alimentation régulière de la base de données documentaire (<http://biblio.reseau-reci.org/>), par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé. Sur les 250 initialement prévues, 85 notices ont été rédigées en 2017 en lien avec les thématiques du Réseau, la différence étant liée au déficit de personnel en 2017 dans les structures membres (poste vacant à Cofrimi, temps partiel à l'ORIV).
- En 2017, trois bibliographies ont été réalisées sur les sujets suivants : « Prévention des discriminations et éducation », « Discriminations dans l'emploi » et « Intervention sociale à destination des publics immigrés ». Ces bibliographies seront également mises en ligne sous forme de dossiers documentaires en page d'accueil de la base de données documentaire du Réseau sur internet. La bibliographie portant sur « laïcité » a été actualisée.
- Une veille informative et documentaire qui permet d'optimiser l'alimentation de la base de données et est mise à profit pour le portail européen sur l'intégration. Depuis 2015, le Réseau a renforcé la mutualisation de ce travail de veille et a également lancé un panorama de presse sur internet (<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>). L'alimentation de ce panorama et la communication sur ce nouvel outil seront poursuivies en 2017.

¹ A noter que compte tenu de la réforme territoriale, l'ORIV a étendu son périmètre d'intervention sur l'ensemble de la région Grand Est. L'ARIFOR n'intervient plus sur le champ de la prévention des discriminations et de l'égalité, cette mission étant confiée à l'ORIV.

BILAN DE CONSULTATION DE LA BASE DOCUMENTAIRE COMMUNE AU RESEAU RECI, EN LIGNE SUR INTERNET

En 2017, la base de données documentaire en ligne a reçu 5000 visites de sa page d'accueil (et 3900 visiteurs différents) contre 7 373 visites en 2016. La mise en place des statistiques de consultation via le logiciel de gestion documentaire (en mai 2017) donne des éléments d'informations complémentaires :

- Nombre de sessions (nombre de visites, quelle que soit la « page » consultée) : près de 35000 de mai à décembre 2017 ;
- Nombre de consultations des notices via le permalink (lien précis et pérenne d'une notice, ce lien peut être placé dans une bibliographie par exemple) : près de 11000 de mai à décembre 2017 ;
- Plus de 2000 documents numériques consultés (en pdf le plus souvent).

Afin d'augmenter la qualité du service rendu, la base de données permet désormais le stockage grande capacité des documents numériques, ce qui devrait par voie de conséquence augmenter la consultation des documents numériques.

Suite à ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...).

L'administration de la base est assurée par l'IREV et l'ORIV, tout comme l'assistance.

➔ **Site internet** [*financement CGET/ DAAEN- pilote COFRIMI*]

Le site internet permet d'accéder aux productions du Réseau RECI : Notes, bibliographies thématiques.

Les statistiques de consultation du site internet durant la période de janvier à décembre 2017 font état de 1800 visites (contre 2776 visites en 2016), 2154 visiteurs différents (contre 2344 en 2016) et 3822 pages vues (contre 4797 en 2016).

Deux documents ont été mis en ligne courant 2017 :

- Note de cadrage « Parcours d'installation des primo-arrivants et diversité des territoires », juin 2017 (**182** téléchargements)
- Bibliographie « Mixité sociale et logement », mars 2017 (**251** téléchargements)

Pour 2017, les documents les plus téléchargés sur le site du Réseau sont les suivants :

- Recueil d'outils pédagogiques sur la laïcité - décembre 2016 (**2777** téléchargements)
- Point de vue sur... personnes âgées immigrées : un devoir de (re)connaissance pour une action adaptée à leurs besoins, 2013 (**1623** téléchargements contre 521 en 2016)
- Point de vue sur... la laïcité au service du lien social, décembre 2016 (**1149** téléchargements)
- Point de vue Sur... L'interculturalité comme enjeu d'intégration et/ou de prévention des discriminations, 2008 et 2009 (**1588** téléchargements contre 1702 en 2016)
- « Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs », Réseau RECI, novembre 2015 (**926** téléchargements contre 1002 en 2016)
- La prévention et la lutte contre les discriminations dans les contrats de ville, juin 2015 (836 téléchargements contre 874 en 2016)
- Contrat de ville et prévention des discriminations - Analyse de l'axe « lutte contre les discriminations » dans les contrats de ville, novembre 2016 (452 téléchargements)
- Prévention des discriminations & collectivités. Initier, mobiliser, pérenniser. séminaire national - 22 novembre 2012 - décembre 2013 (562 téléchargements contre 537 en 2016) ;

Les bibliographies :

- Bibliographie « Interculturalité », Réseau RECI, octobre 2015 (**2226** téléchargements contre 675 en 2016)
- Bibliographie « Mémoire de l'immigration – mémoire et ville » – décembre 2015 (**1117** téléchargements contre 333 en 2016)

➔ **Portail européen sur l'intégration** [*financement Commission Européenne via Migration Policy Group – pilote ORIV*]

Depuis avril 2009, la Commission européenne a lancé un portail consacré à l'intégration des ressortissants de pays tiers, dans les 28 pays membres de l'Union Européenne : <http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>. Ce portail a pour ambition de proposer un forum à l'ensemble des acteurs qui travaillent sur les questions d'intégration des pays membres, afin d'échanger des ressources, des contacts et des informations sur des projets et pratiques d'intégration.

Un réseau composé de 28 coordinateurs nationaux et d'un expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) alimente quotidiennement le Portail.

En France, le réseau RECI, et en son sein l'ORIV assure le pilotage et la coordination du projet. Cette action consiste dans le recensement et la valorisation de ressources (nouvelles/actualités, documents, événements), la rédaction de « notes thématiques » (dont les sujets sont définis par la Commission Européenne), l'élaboration de fiches qui présentent des expériences novatrices sur le thème de l'intégration entendu au sens large, donc incluant la notion de discrimination. Il s'agit également d'assurer la promotion du portail européen sur l'intégration. Cette action a été reconduite en 2017 et s'est appuyée sur les actions de veille et information sur les ressources.

En 2017, le Réseau RECI a mis en ligne sur le portail **10 actualités** (« news ») et **5 documents**.

Des résumés analytiques détaillent le contenu de l'information donnée ou des rapports présentés et permettent de se saisir rapidement des informations proposées. Dans un deuxième temps, les internautes ont la possibilité de consulter les articles, les documents présentés, de manière plus détaillée.

En revanche, contrairement à 2016, le réseau RECI n'a pas valorisé d'expériences novatrices sur le portail, la structure qui gère le portail n'étant pas en capacité de les valider pour qu'elles soient mises en ligne rapidement.

En 2017, les coordinateurs nationaux ont été sollicités par la Commission Européenne, pour contribuer à la rédaction d'une note d'analyse sur « L'intégration des étrangers ressortissants de pays tiers ». Le Réseau RECI a apporté sa contribution à cette note. Il s'agissait de présenter la politique d'intégration menée par la France (historique, statistiques, publics visés, acteurs concernés...). En parallèle, le Réseau a effectué la mise à jour de la fiche qui présente de manière synthétique, la législation, les acteurs de cette politique...

Pour valoriser les ressources mises en ligne sur le portail, ainsi que les actualités sur les questions d'intégration en France, le Réseau RECI alimente un compte twitter : <https://twitter.com/EWSIFrance>

LA MISE EN PERSPECTIVE PAR LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES

➔ **Prévention des discriminations dans l'emploi : quinze ans après, quel chemin parcouru ?** [*financement CGET– pilotes IREV – ORIV*] contributeurs : tous

Portée juridiquement par les directives communautaires « Race » et « Emploi » de l'année 2000, et soutenue pour une bonne part par le Fonds social Européen à travers le PIC EQUAL, la lutte contre les discriminations s'est en France comme dans d'autres pays

européens, portée essentiellement dans le champ de l'emploi. De la mobilisation du service public de l'emploi (par la formation) aux chartes et labels Diversité, il s'est agi de renforcer l'outillage des intermédiaires de l'emploi et d'aider notamment les entreprises à rationaliser leurs procédures de gestion des ressources humaines. Malgré l'arsenal juridique et cet investissement fort, des résistances au changement sont encore à l'œuvre, comme le montrent les derniers rapports parus ou résultats de testings. Au-delà du monde économique privé, la mobilisation des acteurs publics en tant qu'employeurs est également attendue.

En s'appuyant sur les ressources disponibles, le Réseau RECI dresse un état des savoirs sous la forme d'une note de cadrage faisant état notamment des nouvelles pistes pour appréhender et objectiver les phénomènes de discrimination et des retours d'expérience en termes de méthodes de prévention et de lutte contre les discriminations.

La note a été finalisée en décembre 2017. Sa diffusion sera assurée en janvier 2018 en lien notamment avec le CGET.

➔ **Parcours d'installation et diversité des territoires** [*report crédits 2016 DAAEN en fonds dédiés – pilote ORIV - Espace et COFRIMI*]

Dans un point de vue sur « les politiques territoriales d'intégration », publié en 2015, le Réseau RECI mettait en avant des points de vigilance à prendre en compte afin d'assurer une intervention efficiente dans le cadre de la construction des parcours d'intégration des primo-arrivants, élément phare de la refondation de la politique d'intégration.

Ayant identifié les conditions favorisant l'optimisation de la politique territoriale d'accueil et d'accompagnement des primo-arrivants, le réseau invitait à mettre en œuvre des logiques d'intervention différentes entre le national et le local, et à adapter avec souplesse les actions à mener en fonction des publics accueillis.

Après avoir rappelé les éléments de cadrage national (1ère partie), la présente note poursuit la réflexion en s'appuyant sur quelques déclinaisons territoriales de la politique d'accueil et d'accompagnement des primo-arrivants (2ème partie) : comment les acteurs (Etat, collectivités et associations) construisent-ils les partenariats nécessaires ? Quelles actions concrètes découlant de ce positionnement sont mises en œuvre pour permettre aux primo-arrivants de s'inscrire dans ces parcours ?

Les réponses apportées à ces interrogations permettent de prendre la mesure de la diversité des approches locales, de leur multiple articulation potentielle, que ce soit avec le système d'acteurs, les lieux d'implantation ou les caractéristiques socio-démographiques des primo-arrivants (3ème partie). Les réponses ont également généré la mise en lumière de quelques exemples de « bonnes pratiques » (4ème partie).

Au vu de tous ces éléments, il a été possible d'extraire un certain nombre d'enseignements et de préconisations (5ème et 6ème parties) pour améliorer les parcours d'intégration.

La note de cadrage a été diffusée sur le site du réseau RECI : [« parcours d'installation des primo-arrivants et diversité des territoires » – juin 2017](#)

Elle a été téléchargée 182 fois.

Elle a également été diffusée à tous les correspondants régionaux du territoire, de la DRDJSCS, de la DDCS ou du SGAR.

➔ **Intervention sociale à destination des publics immigrés : quel renouveau des pratiques professionnelles ?** [*financement DAAEN – soutien Ministère des Affaires Sociales – pilote ORIV - contributeurs : tous*]

L'évolution des pratiques professionnelles dans le travail social est au cœur des enjeux du plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social qui fait suite aux états généraux du travail social. Ce plan signé en octobre 2015 se déploie autour de 26 mesures.

Cette préoccupation d'évolution des pratiques professionnelles est également un enjeu dans le cadre de la mise en œuvre des parcours d'intégration dans le cadre du Contrat d'Intégration Républicaine (accueil et accompagnement des primo-arrivants).

La mobilisation des acteurs de droit commun sur les territoires, au-delà du premier accueil assuré par l'OFII, nécessite :

- que ces acteurs (principalement des intervenants sociaux) disposent de ressources actualisées permettant la prise en compte de ces publics
- une adaptation de leurs pratiques professionnelles à ces publics et aux problématiques qu'ils rencontrent.

Il s'agit en effet tout à la fois de mettre en œuvre des actions relevant de la proximité et de les inscrire dans des logiques de parcours. Ces deux aspects font partie des points de refondation de l'intervention en travail social.

S'appuyant sur les expériences menées dans certains territoires, le Réseau RECI s'est proposé d'explorer les résultats de quelques expériences locales de formation et d'analyser quelques actions mise en œuvre par des professionnels visant à répondre à ces enjeux. Ces éléments permettront la rédaction d'un « Point de vue sur » qui sera finalisé début 2018. Sur cette base, il sera proposé en 2018 d'organiser des temps d'échanges permettant de mettre en avant les points de vigilance et les leviers pouvant intéresser les acteurs et répondant au défi visant à construire des parcours d'intégration.

➔ **Logement et mixité sociale**

Face à l'actualité de la question et aux nombreux enjeux mis en avant sur la mixité, le réseau a engagé une réflexion interne sur le sujet. Après la réalisation en 2016 d'une bibliographie actualisée (postérieure à la revue de la littérature réalisée par Thomas Kirszbaum en 2008), qui présente les éléments de cadrage législatif et leurs impacts sur les politiques d'habitat et d'attribution et les trajectoires résidentielles, et d'une note documentée sur « les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs » (novembre 2015), le Réseau a poursuivi cette réflexion en 2017 : un temps de travail interne a ainsi permis d'échanger sur les situations locales observées par les membres du Réseau, en particulier liées aux démarches d'élaboration des conventions intercommunales d'équilibre territorial. Afin de tenir compte du rythme des démarches locales, ce travail se poursuivra en 2018 et devrait également explorer comment, compte tenu des nouvelles orientations dans les politiques d'habitat, la lutte contre les discriminations est prise en compte ou mise en œuvre dans les politiques prônant la mixité sociale dans l'habitat.

APPUI – ACCOMPAGNEMENT REFLEXIONS

➔ « **Prévention et Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville** » [financement CGET – partenariat Espace, IREV et ORIV]

Le CGET et le Défenseur des Droits ont initié en 2015 une expérimentation visant à renforcer l'accompagnement de la mise en œuvre des plans territoriaux de lutte contre les discriminations des nouveaux contrats de ville. Cette action est portée par le Défenseur des Droits en coordination avec les services locaux de l'Etat sur quatre sites expérimentaux : la communauté d'agglomération de Plaine-Commune (93), Vaulx-en-Velin (69), la communauté urbaine de Ouest Provence et une intercommunalité des Hauts-de-France, dont l'expérimentation démarrera en janvier 2018 (Agglomération Maubeuge Val de Sambre).

Le réseau RECI a suivi la mise en place de ces démarches afin de capitaliser ces expérimentations. Un échange sur la mise en place de ces expérimentations ainsi que leurs résultats sera mis à l'ordre du jour d'une des réunions de réseau de 2018.

Ces éléments de capitalisation pourront notamment être valorisés à l'occasion d'un nouveau séminaire national à prévoir dans le cadre du partenariat CNFPT – IRDSU – CGET, dans la suite du séminaire de novembre 2015 auquel le Réseau RECI et le DDD avaient été associés.

Dans un contexte d'élaboration des plans territoriaux de prévention et lutte contre les discriminations dans le cadre des contrats de ville, les travaux du Réseau RECI sont utilisés par les membres du Réseau dans leurs territoires d'intervention en accompagnement des

démarches de formation- action, qualification ou d'accompagnement des acteurs. On peut citer à titre d'exemple :

- les cycles égalité – citoyenneté proposés par l'IREV (3 cycles en 2017 concernant une cinquantaine de professionnels),
- l'accompagnement de la démarche de la Métropole Européenne de Lille,
- les actions de qualification et accompagnements proposés par l'ORIV,
- les interventions de l'AVDL auprès des acteurs du Grand Lyon

Par ailleurs, le Réseau a été sollicité pour deux interventions hors de ses territoires d'implantation :

- à la demande du centre de ressources Politique de la ville Bourgogne – Franche Comté, Trajectoire Ressources, le 26 septembre 2017, le Réseau RECI est intervenu en appui de la réflexion du Grand Dijon sur l'élaboration d'une démarche territoriale de prévention et lutte contre les discriminations dans le cadre du contrat de ville. L'intervention a consisté en :
 - Un cadrage juridique sur les discriminations
 - la présentation des éléments méthodologiques relatifs aux démarches territoriales (issus des travaux de 2015 et 2016),
 - la présentation de retours d'expérience de deux démarches locales en cours (Métropole Européenne de Lille et agglomération Maubeuge Val de Sambre).
- Formation « Prévention des discriminations à destination des agents d'accueil des demandeurs de logement de l'agglomération angevine » (11/12/17). Prévue dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan de lutte contre les discriminations, ce 1er temps de formation, a permis d'aborder les questions de mixité sociale et de diffuser la note bibliographique documentée de Novembre 2015 du réseau Reci, « Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs »

FONCTIONNEMENT DU RESEAU

- ➔ **Organisation de réunions de travail entre membres du Réseau (Directeurs(trices) / Chargé(e)s de mission et Chargé(e)s d'Information et de Documentation).** [Financement CGET / DAAEN]

Quatre rassemblements de deux jours ont eu lieu en 2017 :

- A Reims, les 16 et 17 février,
- A Villeurbanne, les 18 et 19 mai,
- A Paris, les 11 et 12 septembre,
- A Lille, les 30 novembre et 1^{er} décembre.

Les membres du Groupe de travail sur les discriminations et l'emploi se sont également réunis le 23 octobre à Paris.

Ces réunions ont permis la mise en commun des projets. Elles ont donné lieu à un travail de production collective sur les sujets inscrits au programme de l'année mais aussi à un partage des problématiques de chaque territoire et des échanges sur l'actualité et les dossiers thématiques inscrits au programme de travail.

Ces rencontres sont également nécessaires pour permettre au réseau RECI de fonctionner en coordination dans une dynamique de prospective.